

DECRET N° 2009-147 /PR
portant nomination des membres de la commission
vérité, justice et réconciliation

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des droits de l'homme, de la consolidation de la démocratie et de la formation civique,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu l'Accord politique global du 20 août 2006 ;

Vu le décret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'on modifié ;

Vu le décret n° 2009-046/PR du 25 février 2009 portant création de la commission vérité, justice et réconciliation ;

Vu le rapport final des consultations nationales de juillet 2008 ;

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Article 1^{er} : La commission vérité, justice et réconciliation est composée comme suit :

- | | |
|------------------------------|---|
| - Président | : Monseigneur Nicodème BARRIGAH ; |
| - Vice-Président | : Madame le professeur Kisseem TCHANGAI-WALLA ; |
| - 1 ^{er} rapporteur | : Monsieur le professeur Koffi AHADZI-NONOU ; |
| - 2 ^e rapporteur | : Monsieur Boona KETEHOU LI ; |
| - Membres | - Madame Pépévi KPAKPO ; |
| | - Madame Sirina KOURA-BODJI ; |
| | - Madame Claudine AHIANYO-KPONDJO ; |
| | - El-Hadj Imam Kassim MENSAH ; |
| | - Togbui Agboli AGOKOLI IV ; |
| | - Monsieur Ogamon BAGNAH ; |
| | - Monsieur le professeur Koffi Badjow TCHAM. |

Article 2 : Les membres de la commission bénéficient d'une immunité pour les opinions émises au cours de leur mandat.

Ils ne peuvent être poursuivis ou arrêtés pour des opinions émises dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont tenus au secret professionnel dans l'exercice de leurs fonctions.

En cas de démission, d'indisponibilité ou de décès d'un membre, ce dernier est remplacé par décret pris en conseil des ministres conformément à la procédure de nomination des membres de la commission.

Article 3 : Les témoins et tous les intervenants auprès de la commission bénéficient de la protection de l'Etat et ne peuvent être poursuivis ou arrêtés pour leurs propos, avis ou opinions.

Le personnel et les experts sont tenus à l'obligation de réserve.

Article 4 : Le ministre des droits de l'homme, de la consolidation de la démocratie et de la formation civique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 27 MAI 2009

Le Premier ministre

SIGNE

Gilbert Fossoun HOUNGBO



Le Président de la République

SIGNE

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre des droits de l'homme,
de la consolidation de la démocratie
et de la formation civique

SIGNE

Me Yacoubou Koumadjo HAMADOU

Pour ampliation,
Le directeur de cabinet
du Président de la République



Madame Victoire S. TOMEAH-DOGBE